



LE MAIRE

## Commune de Boutigny-sur-Essonne

### PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 11 décembre 2025

Nombre de conseillers :	Exercice :	23	Présents :	13	Votants :	17
Présents :	Mesdames Patricia <b>BERGDOLT</b> , Isabelle <b>ROQUES</b> , Gaëlle <b>NEVES DOS REIS</b> , Geneviève <b>GREFFIN</b> , Martine <b>LELARDOUX</b> .  Messieurs Dany <b>CRIEL</b> , Jean-Luc <b>VUILLEMENOT</b> , Christophe <b>KERGRAIS</b> , Philippe <b>LEJOUR</b> , Christopher <b>TRIERWEILER</b> , Lionel <b>FOHRER</b> , Fabrice <b>PONS</b> , Daniel <b>DENIBAS</b> .					
Représentés :	Monsieur Nicolas <b>HOTTIN</b> donne pouvoir à Madame Patricia <b>BERGDOLT</b> Madame Véronique <b>LOPEZ</b> donne pouvoir à Monsieur Lionel <b>FOHRER</b> Madame Isabelle <b>ALEXANDRE</b> donne pouvoir à Madame Isabelle <b>ROQUES</b> Madame Ghislaine <b>HERSANT</b> donne pouvoir à Monsieur Daniel <b>DENIBAS</b>					
Absents :	Mesdames Isabelle <b>RUEL</b> , Isabelle <b>FROMAGE (excusée)</b> Messieurs Matthieu <b>DELCAMBRE</b> , Théo <b>TAPIA</b> , Nicolas <b>QUIEVY</b> , Pierre <b>GERARD</b>					
Secrétaire :	Monsieur Christophe <b>KERGRAIS</b>					

Le jeudi onze décembre deux mil vingt-cinq, à dix-neuf heures et 4 minutes, le Conseil Municipal de la Commune, légalement convoqué le jeudi quatre décembre deux mil vingt-cinq, s'est réuni dans la salle du conseil municipal de Boutigny-sur-Essonne, sous la présidence de Madame Patricia BERGDOLT, Maire.

Madame le Maire procède à l'appel, constate que le quorum est atteint et déclare le Conseil municipal ouvert. Monsieur Christophe KERGRAIS est désigné Secrétaire de séance.

Madame le Maire propose l'adoption du procès-verbal du 09 octobre 2025. Le Procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Madame le Maire informe l'assemblée qu'une décision a été prise dans le cadre de ses délégations d'attribution (Article L 2122-22 du CGCT) :

- **Décision 2025/21** : Approbation d'une convention-type de valorisation des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) applicable aux opérations de rénovation énergétique engagées par la collectivité

## **1 – Délibération portant la Décision Modificative N°2 – Budget Primitif 2025**

**Madame le Maire expose au conseil municipal :**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le budget primitif de la Commune pour l'année 2025 **voté le 13 mars 2025** ;

**Vu** la décision modificative n°1 en date du **19 juin 2025** ;

**Vu** l'avis de la commission de Finances réunie le **4 décembre 2025** ;

**Considérant** la nécessité de procéder aux modifications telles que précisées ci-dessous afin d'assurer le bon déroulement des opérations financières et comptables du budget communal, notamment de réajuster les montants sur la section d'investissement pour :

- **Les travaux de l'Église** : dont des travaux supplémentaires de curage préalable,
- **La réhabilitation et l'extension du groupe scolaire Les Singes Verts**
  - **Phase de conception** : études et contrôles techniques,
  - **Obtention des subventions de l'État (DSIL et Fonds Vert) et du La Région (Contrat d'Aménagement Régional)** dans le cadre des travaux,
  - **Souscription d'un emprunt** pour le financement des travaux,
- **Les travaux d'aménagement de voirie** à la suite de l'obtention de la subvention du Conseil départemental au titre du produit des amendes de police,
- Des régularisations comptables concernant des transferts de chapitre à chapitre pour les **aménagements de voirie** : la fourniture et la pose de coussins berlinois aux Audigers et la pose de panneaux et balisettes de signalisation de voirie,
- **Le report sur le budget 2026** des crédits prévus pour **l'acquisition du local commercial** correspondant à l'ancienne boucherie - situé 1 place du Général de Gaulle,

Enfin il convient de noter les ajustements de crédits sur la section de fonctionnement pour un montant total de **- 7 940€, notamment** :

- Dépenses- Ajustement du FPIC 2025 - 2 289€
- Dépenses- Location panneau Information : + 1 400€
- Dépenses- Frais écolage commune Étampes : + 1 466 €
- Dépenses - Ajustement frais abonnement logiciel + 2 000€
- Dépenses – Ajustement fluides : - 4 717€
- Recettes- Ajustement FDMTO : - 11 088 €
- Recettes-Ajustement FDPTP : + 3 148€

**Madame le Maire** propose à l'assemblée d'autoriser la décision modificative suivante, du budget de l'exercice 2025 :

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b> FONCTIONNEMENT</b>				
D-60612 : Energie - Electricité	4 717.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-613 : Locations	0.00 €	1 400.00 €	0.00 €	0.00 €
D-615231 : Entretien et réparations sur voiries	5 800.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>10 517.00 €</b>	<b>1 400.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-7392221 : Fonds de péréquation des ressources communales et intercom.	2 289.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 014 : Atténuations de produits</b>	<b>2 289.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-657348 : Subventions de fonctionnement aux autres communes	0.00 €	1 466.00 €	0.00 €	0.00 €
D-65818 : Autres redevances pour concessions, brevets, licences, procédés	0.00 €	2 000.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>0.00 €</b>	<b>3 466.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-73223 : Fonds départemental des DMT0 pour les com. de - de 5 000 hab	0.00 €	0.00 €	11 088.00 €	0.00 €
<b>TOTAL R 73 : Impôts et taxes</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>11 088.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-74836 : Attribution du fonds départ. de péréquation de la TP	0.00 €	0.00 €	0.00 €	3 148.00 €
<b>TOTAL R 74 : Dotations et participations</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>3 148.00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>12 806.00 €</b>	<b>4 866.00 €</b>	<b>11 088.00 €</b>	<b>3 148.00 €</b>
<b> INVESTISSEMENT</b>				
D-10222 : FCTVA	0.00 €	260.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 10 : Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0.00 €</b>	<b>260.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
R-1321 : Etat et établissements nationaux	0.00 €	0.00 €	0.00 €	791 995.00 €
R-1322 : Régions	0.00 €	0.00 €	0.00 €	800 000.00 €
R-1328 : Autres subv. d'investissement rattachées aux actifs non amort	0.00 €	0.00 €	0.00 €	21 516.00 €
R-1345 : Fonds équip. non amort. - Amendes radars auto et amendes police	0.00 €	0.00 €	0.00 €	40 000.00 €
<b>TOTAL R 13 : Subventions d'investissement</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>1 653 511.00 €</b>
R-1641 : Emprunts en euros	0.00 €	0.00 €	0.00 €	2 908 005.00 €
<b>TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>2 908 005.00 €</b>
D-203 : Frais études, recherche et développement et frais d'insertion	0.00 €	4 400.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2051 : Concessions et droits similaires	0.00 €	600.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles</b>	<b>0.00 €</b>	<b>5 000.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-2115 : Terrains bâtis	56 108.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2152 : Installations de voirie	0.00 €	65 800.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2184 : Matériel de bureau et mobilier	3 402.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>	<b>59 510.00 €</b>	<b>65 800.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-231 : Immobilisations corporelles en cours	0.00 €	4 549 616.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>	<b>0.00 €</b>	<b>4 549 616.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-275 : Dépôts et cautionnements versés	0.00 €	350.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 27 : Autres immobilisations financières</b>	<b>0.00 €</b>	<b>350.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>59 510.00 €</b>	<b>4 621 026.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>4 561 516.00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>4 553 576.00 €</b>		<b>4 553 576.00 €</b>

**Madame le Maire** rappelle que deux comptes bloqués restent ouverts pour conserver les montants dédiés aux acquisitions :

- D'une partie des parcelles dans le cadre de la « succession Boussard » pour la préservation des espaces naturels (300 000 €)
- Et du bien de la SCI DELCOURT pour permettre l'installation d'un commerce de proximité (200 000 €)

Parallèlement, chaque année la commune sanctuarise au budget un montant minimum de 250 000 € pour sécuriser le budget de l'année suivante.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : ADOPTE la décision modificative n°2 au budget communal pour l'exercice 2025 ;**

**ARTICLE 2 : DIT** que, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

Adoptée à l'unanimité

## **2 – Délibération portant autorisation d'engager, liquider, mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2026**

**Madame le Maire expose au Conseil municipal :**

**L'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales** précise que, dans le cas où le budget de la collectivité territoriale n'a pas été voté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, liquider et mandater les dépenses de fonctionnement, dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

**Pour ce qui concerne les dépenses d'investissement, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent** (non compris les crédits afférents au remboursement de la dette).

**Le budget primitif 2026 étant voté durant le premier trimestre 2026** afin de connaître les éléments financiers de l'État (bases d'imposition, dotations...), **il est proposé d'autoriser l'exécutif à engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement** dans les limites indiquées ci-après :

<b>Chapitres (Dépenses)</b>	<b>Désignation Chapitres de dépenses</b>	<b>Rappel Budget 2025 (hors RAR)</b>	<b>Montant autorisé (25 %)</b>
20	Immobilisations incorporelles (logiciels, études)	269 086,50€	67 271,63€
21	Immobilisations corporelles (terrains, bâtiments, installations, aménagements, matériel et outillage ; matériels divers)	494 113,00€	123 528,25€
23	Immobilisations en cours (travaux de mise en conformité bâtiments des écoles et des équipements sportifs)	4 858 474,09€	1 214 618,52€

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE UNIQUE : AUTORISE** Madame le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du **budget primitif 2026** dans les limites indiquées ci-dessus.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

Adoptée à l'unanimité

### 3 – Délibération portant réalisation d'un contrat de prêt d'un montant total de 2 908 005 € auprès de la caisse des dépôts et consignations pour le financement de la rénovation – démolition - extension de l'école élémentaire « les singes verts »

**Madame le Maire expose au Conseil municipal :**

Depuis 2018 la municipalité œuvre afin de permettre la réhabilitation/extension de l'école élémentaire des Singes Verts. En effet, construite en 1976, l'état de vétusté de l'école élémentaire nécessite d'inscrire des sommes considérables prévisionnelles d'entretien et travaux chaque année.

En 2020, les conclusions du rapport du **Parc Naturel Régional du Gatinais (PNRG)** et notamment l'aspect «  
passoire énergétique » ont conforté la municipalité dans l'engagement d'études de faisabilités en 2023.

**Parallèlement, le renouvellement et rajeunissement de la population se poursuit avec la création :**

- D'une 4<sup>ème</sup> classe en 2020 puis d'une 5<sup>ème</sup> classe à l'école maternelle en 2021
- Et d'une 8<sup>ème</sup> classe à l'école élémentaire en 2025.

Éducation

**Ainsi, Le projet de réhabilitation/extension de l'école élémentaire est estimé à 4 500 000 € HT soit 5 400 000 € TTC.**

Un plan de financement a été proposé et approuvé par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) qui a confirmé les capacités de la commune à engager ce projet à partir de **notre plan de financement :**

<b>ETAT – DETR 2025</b>	<b>250 000 €</b>
<b>ETAT – DSIL 2025</b>	<b>500 000 €</b>
<b>ETAT – FONDS VERTS 2025</b>	<b>750 000 €</b>
<b>REGION IDF – Contrat d'Aménagement Régional (CAR)</b>	<b>1 000 000 €</b>
<b>Financement de la commune d'au moins 30% du montant HT des travaux</b>	<b>2 000 000 €</b>

**Aujourd'hui, la commune a obtenu les montants suivants de nos partenaires financiers :**

<b>ETAT – DETR 2025</b>	<b>0 €</b>
<b>ETAT – DSIL 2025</b>	<b>291 995 €</b>
<b>ETAT – FONDS VERTS 2025</b>	<b>500 000 €</b>
<b>REGION IDF – Contrat d'Aménagement Régional (CAR)</b>	<b>800 000 €</b>

**La municipalité a décidé de renouveler ses demandes de DETR/DSIL/FONDS VERT auprès de l'État pour l'exercice 2026, afin de conforter notre plan de financement initial.**

Dans cette situation, dans l'attente de recevoir nos subventions et après étude de quatre propositions d'emprunt, l'offre retenue concerne **LA BANQUE DES TERRITOIRES :**

<b>Emplois</b>	<b>Montant HT</b>	<b>Ressources</b>	<b>Montant HT</b>
Travaux	4 500 000 €	Subventions	1 591 995 €
		Dont ETAT DSIL	291 995 €
		Dont ETAT FONDS VERT	500 000 €
		Dont REGION IDF Contrat CAR	800 000 €
		Prêt Banque des Territoires	2 908 005 €
<b>Coût total du projet</b>	<b>4 500 000 €</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>4 500 000 €</b>

Pour le financement de cette opération, Madame Patricia BERGDOLT, MAIRE DE LA COMMUNE DE BOUTIGNY-SUR-ESSONNE est invitée à réaliser auprès de la Caisse des dépôts et consignations un Contrat de Prêt composé d'une Ligne du Prêt pour un montant total de 2 908 005 € et dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques	Prêt Transformation Ecologique			
Enveloppe	-			
Montant	2 908 005 €			
Commission d'instruction	1 740 €			
Pénalité de dédit	1 %			
Durée de la période	Trimestrielle			
Taux de période	0,55 %			
TEG <sup>1</sup>	2,19 %			
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	30 mois			
Index de préfinancement	Livret A			
Marge fixe sur index de préfinancement	0,5 %			
Taux d'intérêt du préfinancement	Livret A + 0,5 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement périodique			
Périodicité du règlement des intérêts de préfinancement	Trimestrielle			
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent			
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365			
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans			
Index <sup>2</sup>	Livret A			
Marge fixe sur index	0,5 %			
Taux d'intérêt	Livret A + 0,5 %			
Périodicité	Trimestrielle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			

Afin de permettre le financement des travaux de la rénovation – démolition - extension de l'école élémentaire des Singes Verts, il est demandé au Conseil municipal d'approuver l'offre d'emprunt de LA BANQUE DES TERRITOIRES ci-annexée ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;

Considérant le recours à l'emprunt inscrit à la Décision Modificative N°2 du budget 2025,

Considérant le plan de financement de la commune approuvé par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP),

Considérant la nécessité de recourir au besoin de financement pour permettre à la commune d'engager les travaux de rénovation – démolition - extension de l'école élémentaire des Singes Verts,

Considérant que les collectivités locales et leurs établissements publics ne peuvent souscrire des emprunts dans le cadre de leur budget que pour financer des opérations d'investissement,

**Considérant** l'offre de prêt de LA BANQUE DES TERRITOIRES dont les caractéristiques sont précisées ci-dessus,

**Considérant** que c'est à l'assemblée délibérante qu'il revient de prendre la décision en la matière, à moins qu'elle ne soit déléguée au maire,

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, décide de :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : CONTRACTER** auprès de LA BANQUE DES TERRITOIRES un emprunt de **2 908 005 €** selon les caractéristiques de l'emprunt visées ci-dessus.

**ARTICLE 2 : AUTORISER** Madame le Maire à signer seule le contrat de prêt pour un montant total de **2 908 005 €** réglant les conditions de contrat et la ou les demandes de réalisation de fonds.

**ARTICLE 3 : S'ENGAGER** pendant toute la durée du prêt à faire inscrire le montant des remboursements en dépenses obligatoires et en cas de besoin, à créer et à mettre en recouvrement les impositions directes nécessaires pour assurer les paiements des intérêts et du capital de l'emprunt.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**

#### **4 – Délibération autorisant le recrutement d'agents contractuels pour remplacer des agents publics momentanément indisponibles – 2026** (en application de l'article L.332-13 du code général de la fonction publique)

**Madame le Maire expose au conseil municipal :**

**Les besoins des services peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels de droit public indisponibles** dans les cas limitativement fixés par l'article L. 332-13 du Code général de la fonction publique à savoir :

- Lorsqu'ils sont autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel,
- Lorsqu'ils sont indisponibles en raison d'un détachement de courte durée, d'une disponibilité de courte durée prononcée d'office, de droit ou sur demande pour raisons familiales (maximum 6 mois),
- Lors d'un détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou un cadre d'emplois,
- Lors d'un congé régulièrement accordé en application du Code général de la fonction publique [congs annuels, congés pour raisons de santé (CMO, CLM, CLD, CITIS, CGM), congés maternité ou pour adoption, congé paternité, congé de présence parentale, congé parental],
- Ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur ce fondement sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer.

Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Enfin, tout recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir un emploi permanent relevant des cas de recours aux agents contractuels dans la Fonction Publique Territoriale prévus notamment à l'article L.

332-13 précité est organisé conformément à la procédure de recrutement interne à la collectivité permettant de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Ainsi et pour chaque recrutement, l'autorité territoriale devra assurer la publication d'un avis d'emploi sur le site internet de la collectivité ou, à défaut, par tout moyen assurant une publicité suffisante.

Les candidatures seront adressées à l'autorité dans la limite d'un délai qui, sauf urgence (notamment si le remplacement de l'agent absent doit intervenir rapidement pour respecter le principe de continuité de service public), ne peut être inférieur à un mois à compter de la date de publication de l'avis précité.

Les candidats présélectionnés seront convoqués à un ou plusieurs entretiens de recrutement, sauf lorsque la durée du contrat de remplacement proposé sera inférieure ou égale à six mois.

L'appréciation portée sur chaque candidature est fondée sur :

- Les compétences,
- Les aptitudes,
- Les qualifications et l'expérience professionnelle,
- Le potentiel du candidat,
- Et la capacité du candidat à exercer les missions dévolues à l'emploi permanent à pourvoir.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code général de la fonction publique, et notamment son article L. 332-13 ;

**Vu** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

**Considérant** la nécessité de pourvoir au remplacement des agents indisponibles pour assurer la continuité du service public,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :**

**ARTICLE 1 : AUTORISE** Madame le Maire à recruter, dans le respect de la procédure de recrutement et du décret n° 2019-1414 précité, des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l'article L. 332-13 du Code général de la fonction publique pour remplacer des fonctionnaires territoriaux ou des agents contractuels de droit public momentanément indisponibles.

**ARTICLE 2 : PRÉCISE** que Madame le Maire, ou son représentant, sera chargée de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

**ARTICLE 3 : DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au **budget de 2026**.

**ARTICLE 4 :** Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**



## **5 – Délibération autorisant le recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité – 2026**

(En application de l'article L.332-23 du code général de la fonction publique)

### **Madame le Maire expose au conseil municipal :**

La parution de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code général de la fonction publique et notamment l'article L.332-23 permet de recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents **afin de couvrir** :

- **un accroissement temporaire d'activité**, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-1° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs
- **un accroissement saisonnier d'activité**, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-2° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 332-23-1° et 2° ;

**Vu** l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 ;

**Vu** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**Considérant** qu'il peut être fait appel à du personnel recruté en qualité d'agent contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité en application de ses articles L.332-23-1° et 2° du code précité,

**Considérant** qu'il est nécessaire de prévoir la création d'emplois pour accroissement temporaire ou saisonnier d'activités pour les services,

Par conséquent, un nouveau besoin de réajustement des effectifs d'encadrement est nécessaire par la création d'emplois pour accroissement temporaire ou saisonnier d'activité afin d'augmenter nos effectifs d'encadrement à la hauteur des effectifs d'enfants attendus pour les services suivants :

- Périscolaire ;
- Restauration municipale ;
- Entretien ;

### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :**

**ARTICLE 1 : AUTORISE** Madame le Maire à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par L. 332-23 précité pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité ;

**ARTICLE 2 : CRÉE** au maximum 5 emplois à temps non complet et 5 emplois à temps complet dans les grades d'adjoint d'animation, adjoint technique relevant de la catégorie hiérarchique C ;

**ARTICLE 3 : PRÉCISE** que Madame le Maire sera chargée de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil ;

**ARTICLE 4 : DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au **budget de 2026**.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**

## 6 – Délibération portant recrutement de vacataires pour l'année 2026

### Madame le Maire expose au Conseil municipal :

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires.

Afin de pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- ✓ Recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- ✓ Recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public,
- ✓ Rémunération attachée à l'acte.

Il est proposé aux membres de l'Assemblée délibérante d'autoriser le recrutement de vacataires de la manière suivante :

Type de vacation	Rémunération
Surveillance des enfants et/ou activité pendant le temps périscolaire	Smic horaire en vigueur au moment de la vacation majoré de 10%
Réception, distribution et services des repas des enfants. Entretien des locaux et matériels de restauration et les autres locaux du patrimoine communal	Smic horaire en vigueur au moment de la vacation majoré de 10%
Études surveillées des élèves de primaire	Selon le barème fixé par le BO de l'Éducation Nationale.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la fonction publique ;

**Considérant** que les vacataires sont rémunérés à la vacation pour accomplir une tâche précise, ponctuelle et limitée,

**Considérant** que pour faire face aux besoins des services, il est nécessaire de recruter, ponctuellement, des vacataires et de fixer la rémunération à l'acte sous la forme d'une vacation horaire,

**Considérant** que le vacataire recevra sa rémunération à terme échu, au vu d'un état récapitulatif reflétant le travail effectué,

**Considérant** que les vacataires ne peuvent bénéficier d'aucun congé prévu par l'article 1 du décret n°88-145 du 15 février 1988,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** AUTORISE Madame le Maire à recruter des vacataires.

**ARTICLE 2 :** FIXE la rémunération de chaque vacation sur la base du Smic horaire en vigueur au moment de la réalisation de la vacation majoré de 10% en dehors de la vacation d'études surveillées pour laquelle les taux plafonds de rémunération sont fixés par le BO de l'Éducation Nationale (à savoir le BO du 2 mars 2017 fixant les taux de rémunération des heures supplémentaires effectuées par certains enseignants pour le compte des collectivités territoriales).

**ARTICLE 3 :** DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

Adoptée à l'unanimité

## **7 – Délibération instaurant une convention d'accueil des bénévoles pour 2026**

**Madame le Maire expose au Conseil municipal,**

Il s'agit d'organiser un cadre à l'accueil des bénévoles œuvrant auprès des services pour assurer des actions communales. Cette convention permet d'apporter une protection civile et une indemnisation face aux éventuels frais occasionnés dans la limite du cadre légal appliqué à la fonction publique.

Une convention similaire avait été votée lors de la séance du Conseil municipal dans sa séance de **décembre 2024**. Il convient de la renouveler à l'identique.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés de communes, départements et régions, notamment son article 1 ;

**Vu** la loi n°82-623 du 23 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n°82-213 précitée ;

**Vu** le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales ;

**Vu** le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de la sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public ;

**Considérant** que la notion de bénévole résulte de la jurisprudence, qui détermine les conditions dans lesquelles le particulier se voit reconnaître la qualité de bénévole du service public, soit :

- Une participation effective au service public (apport d'une contribution en renfort ou par substitution à un agent public),
- Une intervention justifiée (lien de collaboration et/ou de sollicitation collective ou individuelle),
- Une intervention en qualité de particulier (apport d'une contribution en qualité de particulier et non parce que lié au service public à un autre titre tel qu'agent public ou usager),

**Considérant** que le bénévole est celui qui, en sa seule qualité de particulier, apporte une contribution effective à un service public dans un intérêt général soit conjointement avec des agents publics, soit sous leur direction, soit spontanément,

**Considérant** le modèle de convention d'accueil des bénévoles joint en annexe,

**Madame le Maire** profite de la présence de Madame Lousiane DECRON pour la remercier en sa qualité de bénévole toujours très impliquée et disponible pour la commune.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE unique : APPROUVE** la convention d'accueil des bénévoles, **pour 2026**, à conclure par la ville avec les bénévoles et d'autoriser Madame le Maire à signer ladite convention et tous les documents s'y rapportant.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**

## **8 - Délibération portant création d'un poste d'ATSEM principal 1ere classe**

### **Madame le Maire expose au conseil municipal :**

Conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

**Il s'agit ici de créer un poste permanent d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal 1<sup>ère</sup> classe, à temps complet, faisant suite au recrutement de l'ATSEM venu remplacer un agent parti à la retraite.**

Ce poste pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8-2 du code général de la fonction publique.

**En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.**

**Son niveau de recrutement et de rémunération sera défini comme suit :**

- **Minimum BEP/CAP** ou expérience dans le domaine de la petite enfance
- Rémunération fixée en référence à l'échelle indiciaire du grade d'agent spécialisé principal de 1<sup>ère</sup> classe des écoles maternelles.

**Vu** le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8 ;

**Considérant** la nécessité de créer un poste d'ATSEM principal 1<sup>ère</sup> classe pour assurer la continuité de service,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**ARTICLE 1 : APPROUVE** la création du poste d'ATSEM principal 1<sup>ère</sup> classe, à compter du **26 janvier 2026**.

**ARTICLE 2 : DIT** que ce poste pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8-2 du code général de la fonction publique.

**ARTICLE 3 : CHARGE** Madame le Maire de signer tous les documents relatifs à ces dossiers et procéder au recrutement.

**ARTICLE 4 : DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent qui sera nommé dans cet emploi seront inscrits au budget de la commune au chapitre 012.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**

## **9 - Délibération portant création et suppression d'emploi de catégorie C**

### **Madame le Maire expose au conseil municipal :**

Conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

**Compte tenu de la possibilité d'avancement de grade d'un agent administratif au grade d'Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe, il convient de créer l'emploi correspondant pour la suite de la mise en œuvre de la procédure d'avancement de grade.**

**Cet emploi est pourvu à titre exclusif par la voie de l'avancement de grade.**

**Vu** le Code Général de la Fonction publique ;

**Vu** le tableau des emplois ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de créer un emploi permanent dans le cadre de l'avancement de grade d'un agent,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**ARTICLE 1 : APPROUVE** la création du poste d'adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**ARTICLE 2 : APPROUVE** la suppression du poste d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

**ARTICLE 3 : CHARGE** Madame le Maire de signer tous les documents relatifs à ces dossiers.

**ARTICLE 4 : DIT** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent qui sera nommé dans cet emploi seront inscrits au budget de la commune au chapitre 012.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres**

**Adoptée à l'unanimité**

## **10 - Délibération portant modification du tableau des effectifs**

**Madame le Maire expose au Conseil municipal :**

La précédente délibération relative à la création et suppression de postes nécessite la mise à jour du tableau des effectifs.

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code général de la Fonction Publique ;

**Considérant** la délibération n°08/décembre 2025 portant création d'un poste d'ATSEM principal 1<sup>ère</sup> classe, catégorie C à temps complet,

**Considérant** la délibération n°09/décembre 2025 portant création d'un poste d'adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe et suppression, catégorie C à temps complet,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : ADOPTE** le présent tableau des effectifs :

		Budgétaire	Effectif pourvu Titulaire (Temps Complet/ Non Complet)	Effectif pourvu Contractuel (Temps Complet/ Non Complet)
<b>Emploi de collaborateur</b>				
Emplois de direction	Directeur général des services	1	1 TC	0
<b>Filière Administrative</b>				
Catégorie A	Attaché Principal	1	0	0
Catégorie B	Rédacteur Principal 1 <sup>ère</sup> classe	1	0	0
	Rédacteur Principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1	1 TC	0
	Rédacteur	2	0	0
Catégorie C	Adjoint Administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	2	1 TC	0
	Adjoint Administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	4	4 TC	0
	Adjoint Administratif	5	2 TC	1 TC
	<b>TOTAL Filière administrative</b>	17	9	1
<b>Filière technique</b>				
Catégorie B	Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1	1 TC	0
Catégorie C	Agent de maitrise principal	1	0	0
	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	2	2TC	0
	Adjoint technique	16	6 TC	5 TC
	<b>Total filière technique</b>	20	9	5
<b>Filière médico-sociale</b>				
Catégorie A	Éducateur de jeunes enfants	1	0	0
Catégorie C	Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 1 <sup>ère</sup> classe	1	0	0
	Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2 <sup>ème</sup> classe	1	0	0
	<b>Total filière médico-sociale</b>	3	0	0
<b>Filière animation</b>				
Catégorie C	Adjoint d'animation	11	4 TC	2TNC
	<b>Total filière animation</b>	11	4	2
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		51	22	8

**ARTICLE 2 :** DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget de la commune au chapitre 012.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres**

**Adoptée à l'unanimité**

**11 - Délibération autorisant Madame le Maire à signer l'avenant portant sur le transfert de la convention d'occupation du domaine public du 5 juillet 2021- site « les singes verts » d'INFRACOS vers SFR**

**Madame le Maire expose au Conseil municipal :**

La société INFRACOS informe la commune de Boutigny-sur-Essonne d'une réorganisation interne au sein du groupe SFR, son actionnaire principal. Cette réorganisation implique le transfert de la propriété des équipements de communications électroniques déployés sur le site "Les Singes Verts" d'INFRACOS vers SFR.

En conséquence, la convention d'occupation du domaine public, **signée le 5 juillet 2021**, doit également être transférée à SFR.

INFRACOS propose un avenant formalisant ce transfert.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Madame le Maire à signer l'avenant de transfert de la convention d'occupation du Domaine Public sur le site « Les Singes Verts » d'INFRACOS vers SFR.

**Vu** le CGCT, notamment ses articles régissant l'occupation du domaine public ;

**Vu** la convention d'occupation du domaine public conclue **le 5 juillet 2021** entre la commune de Boutigny-sur-Essonne et la Société INFRACOS, permettant l'établissement et l'exploitation d'un site de télécommunication mobile ;

**Vu** la cession par la Société INFRACOS de l'ensemble des infrastructures déployées sur le site à la Société SFR ;

**Vu** le projet d'avenant de transfert annexé à la présente délibération ;

**Considérant** que le transfert de la convention au cessionnaire des infrastructures, la Société SFR, est nécessaire pour permettre à celle-ci d'exploiter pleinement le site,

**Considérant** que ce transfert est conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur,

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** **APPROUVE** la conclusion d'un avenant de transfert entre, d'une première part, la Commune de Boutigny-sur-Essonne, d'une deuxième part, la Société INFRACOS, et d'une troisième part, la Société SFR, ayant pour objet de transférer le bénéfice, les droits et obligations découlant de la convention de la Société INFRACOS vers la Société SFR.

**ARTICLE 2 :** **AUTORISE** Madame le Maire à signer, au nom et pour le compte de la commune de Boutigny-sur-Essonne, le projet d'avenant de transfert tel qu'annexé à la présente délibération.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**

**12 - Délibération sollicitant la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) pour l'année 2026 dans le cadre du projet de réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts**  
**Phase : extension / réhabilitation de l'aile ouest**

Madame le Maire expose au Conseil municipal :

Le Conseil municipal du 12 décembre 2024 adoptait la délibération n°14 sollicitant la DETR 2025 à hauteur de 250 000 € dans le cadre du plan de financement suivant :

PLAN DE FINANCEMENT PROPOSE EN 2024				
DÉPENSES		RECETTES		
Libellés	Montant éligible en € H.T.	Libellés	Montant	Part en %
Projet global de rénovation/réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts	4 500 000 €	DETR 2025 ETAT	250 000 €	5,56 %
		DSIL 2025 ETAT	500 000 €	11,11 %
		FONDS VERT 2025 ETAT	750 000 €	16,67 %
		C.A.R. /REGION	1 000 000 €	22,22 %
		Autofinancement de la Commune	2 000 000 €	44,44 %
TOTAUX	4 500 000 €	TOTAUX	4 500 000 €	100 %

**La commune a obtenu :**

- DETR 2025 → Notification à 0 €
- DSIL 2025 → notification de 291 995 €
- FONDS VERT 2025 → notification de 500 000 €
- REGION/CAR 2025 → notification par délibération n°2025-290 de 800 000 €.

Dans cette situation, bien que les règles d'attribution des subventions précisent que les travaux ne doivent pas débiter avant leur notification, la municipalité renouvelle ses demandes pour les trois subventions d'État. Cette démarche vise à garantir l'équilibre du plan de financement nécessaire à la réalisation de ce projet majeur de réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts.

Lors de la réunion de travail du 09 octobre 2024, Madame la Préfète avait indiqué à Madame la Maire que la commune pourrait bénéficier d'un accompagnement de l'État sous la forme d'un phasage triennal de l'une des aides de l'État. Cet engagement demeure essentiel pour assurer la continuité et la finalisation du programme de travaux.

Afin de ne pas compromettre la bonne réalisation de ce projet, soutenu par la municipalité et les habitants, la commune sollicite à nouveau l'État pour trois demandes de subventions, et notamment la DETR pour l'année 2026, dans l'objectif de respecter le plan de financement initial et le calendrier de phasage convenu :



	<b>DOTATIONS 2025</b> (Notifications reçues)	<b>TRAVAUX EN 2026</b>	<b>Décaissements prévisionnels</b>
<b>DETR</b>	<b>0 €</b>	➤ Extension/Réhabilitation de l'aile ouest	<b>3 070 000 €</b>
<b>DSIL</b>	<b>291 995 €</b>		
<b>FONDS VERT</b>	<b>500 000 €</b>	➤ Et ses aménagements de performance énergétique	
	<b>DOTATIONS 2026</b> <b>Sollicitées</b>	<b>TRAVAUX EN 2027</b>	<b>Décaissements prévisionnels</b>
<b>DETR</b>	<b>250 000 €</b>	➤ Extension/Réhabilitation du réfectoire	<b>1 296 000 €</b>
<b>DSIL</b>	<b>208 000 €</b>		
<b>FONDS VERT</b>	<b>250 000 €</b>	➤ Et ses aménagements de performance énergétique	
	<b>Pas de demande DOTATIONS 2027</b>	<b>TRAVAUX EN 2028</b>	<b>Décaissements prévisionnels</b>
<b>DETR</b>	<b>0 €</b>	➤ Démolition et désamiantage d'une partie du bâtiment existant et aménagement extérieur	<b>1 038 000 €</b>
<b>DSIL</b>	<b>0 €</b>		
<b>FONDS VERT</b>	<b>0 €</b>		

Parallèlement, parmi les offres d'emprunt, la municipalité a retenu la proposition de la BANQUE DES TERRITOIRES, telle que précisée dans la délibération n°3 du présent conseil municipal.

**Sans le soutien de l'ETAT, ce projet ne pourra être porté par la commune de Boutigny-sur-Essonne.**

Aujourd'hui, le marché de travaux est sur le point d'être attribué et la commune doit engager les travaux indispensables à la réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts dès le mois de février 2026.

**Dans ce contexte et dans le cadre du plan de financement proposé et adopté par délibération 14/Décembre 2024, il est demandé au conseil municipal de solliciter la DETR 2026 pour un montant de 250 000 €.**

**Vu** l'article 179 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 portant sur la création d'une Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) ;

**Vu** les articles L 2334-32 et suivants du CGCT ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

**Vu** la délibération n°14/Décembre 2024 sollicitant la **DETR 2025** à hauteur de 250 000 € ;

**Considérant**, la notification du montant de la **DETR 2025** à hauteur de 0 €,

**Considérant** le coût prévisionnel de cette opération estimée à : **4 500 000 € HT soit 5 400 000 € TTC**,

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : APPROUVE** le plan de financement de l'opération.

**ARTICLE 2 : DÉCIDE** d'inscrire cette recette au budget.

**ARTICLE 3 : AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**

**13 - Délibération sollicitant la Dotation de Soutien à l'Investissement (DSIL) pour l'année 2026 dans le cadre du projet de réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts**  
**Phase : extension / réhabilitation de l'aile ouest**

Madame le Maire expose au Conseil municipal :

Le Conseil municipal du 12 décembre 2024 adoptait la délibération n°15 sollicitant la DSIL 2025 à hauteur de 500 000 € dans le cadre du plan de financement suivant :

PLAN DE FINANCEMENT PROPOSE EN 2024				
DÉPENSES		RECETTES		
Libellés	Montant éligible en € H.T.	Libellés	Montant	Part en %
Projet global de rénovation /réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts	4 500 000 €	DETR 2025 ETAT	250 000 €	5,56 %
		DSIL 2025 ETAT	500 000 €	11,11 %
		FONDS VERT 2025 ETAT	750 000 €	16,67 %
		C.A.R. REGION	1 000 000 €	22,22 %
		Autofinancement de la Commune	2 000 000 €	44,44 %
TOTAUX	4 500 000 €	TOTAUX	4 500 000 €	100 %

**La commune a obtenu :**

- **DETR 2025** → Notification à 0 €
- **DSIL 2025** → notification de 291 995 €
- **FONDS VERT 2025** → notification de 500 000 €
- **REGION/CAR 2025** → notification par délibération n°2025-290 de 800 000 €.

Dans cette situation, bien que les règles d'attribution des subventions précisent que les travaux ne doivent pas débiter avant leur notification, la municipalité renouvelle ses demandes pour les trois subventions d'État. Cette démarche vise à garantir l'équilibre du plan de financement nécessaire à la réalisation de ce projet majeur de réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts.

Lors de la réunion de travail du 09 octobre 2024, Madame la Préfète avait indiqué à Madame la Maire que la commune pourrait bénéficier d'un accompagnement de l'État sous la forme d'un phasage triennal de l'une des aides de l'État. Cet engagement demeure essentiel pour assurer la continuité et la finalisation du programme de travaux.

Afin de ne pas compromettre la bonne réalisation de ce projet, soutenu par la municipalité et les habitants, la commune sollicite à nouveau l'État pour trois demandes de subventions, et notamment la **DSIL** pour l'année 2026, dans l'objectif de respecter le plan de financement initial et le calendrier de phasage convenu :

	<b>DOTATIONS 2025</b> (Notifications reçues)	<b>TRAVAUX EN 2026</b>	<b>Décaissements prévisionnels</b>
<b>DETR</b>	<b>0 €</b>	➤ Extension/Réhabilitation de l'aile ouest	<b>3 070 000 €</b>
<b>DSIL</b>	<b>291 995 €</b>		
<b>FONDS VERT</b>	<b>500 000 €</b>	➤ Et ses aménagements de performance énergétique	
	<b>DOTATIONS 2026</b> Sollicitées	<b>TRAVAUX EN 2027</b>	<b>Décaissements prévisionnels</b>
<b>DETR</b>	<b>250 000 €</b>	➤ Extension/Réhabilitation du réfectoire	<b>1 296 000 €</b>
<b>DSIL</b>	<b>208 000 €</b>		
<b>FONDS VERT</b>	<b>250 000 €</b>	➤ Et ses aménagements de performance énergétique	
	<b>Pas de demande DOTATIONS 2027</b>	<b>TRAVAUX EN 2028</b>	<b>Décaissements prévisionnels</b>
<b>DETR</b>	<b>0 €</b>	➤ Démolition et désamiantage d'une partie du bâtiment existant et aménagement extérieur	<b>1 038 000 €</b>
<b>DSIL</b>	<b>0 €</b>		
<b>FONDS VERT</b>	<b>0 €</b>		

Parallèlement, parmi les offres d'emprunt, la municipalité a retenu la proposition de la BANQUE DES TERRITOIRES, telle que précisée dans la délibération n°3 du présent conseil municipal.

**Sans le soutien de l'ETAT, ce projet ne pourra être porté par la commune de Boutigny-sur-Essonne.**

Aujourd'hui, le marché de travaux est sur le point d'être attribué et la commune doit engager les travaux indispensables à la réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts dès le mois de février 2026.

**Dans ce contexte et dans le cadre du plan de financement proposé et adopté par délibération 15/Décembre 2024, il est demandé au conseil municipal de solliciter la DSIL 2026 pour un montant de 208 000 €.**

**Vu** l'article L.2334-42 du CGCT qui prévoit que toutes les communes et les EPCI à fiscalité propre, peuvent demander à bénéficier de la DSIL (Dotation de soutien à l'investissement local) ;

**Vu** la **délibération n°15/Décembre 2024** sollicitant la **DSIL 2025** à hauteur de 500 000 € ;

**Considérant** que le projet est éligible au dispositif de la **DSIL 2026**,

**Considérant**, la notification du montant de la **DSIL 2025** à hauteur de 291 995 €,

**Considérant** le coût prévisionnel de cette opération estimée à : **4 500 000 € HT** soit **5 400 000 € TTC**,

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : APPROUVE** le plan de financement de l'opération.

**ARTICLE 2 : DÉCIDE** d'inscrire cette recette au budget.

**ARTICLE 3 : AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**

**14 - Délibération sollicitant le Fonds Vert pour l'année 2026 dans le cadre du projet de réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts**  
**Phase : extension / réhabilitation de l'aile ouest**  
**Aménagements de performance énergétique**

**Madame le Maire expose au Conseil municipal :**

**Le Conseil municipal du 12 décembre 2024 adoptait la délibération n°16 sollicitant le FONDS VERT 2025 à hauteur de 750 000 € dans le cadre du plan de financement suivant :**

<b>PLAN DE FINANCEMENT PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE DECEMBRE 2024</b>				
<b>DÉPENSES</b>		<b>RECETTES</b>		
<b>Libellés</b>	<b>Montant éligible en € H.T.</b>	<b>Libellés</b>	<b>Montant</b>	<b>Part en %</b>
<b>Projet global de rénovation/ réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts</b>	<b>4 500 000 €</b>	<b>DETR 2025 ETAT</b>	<b>250 000 €</b>	<b>5,56 %</b>
		<b>DSIL 2025 ETAT</b>	<b>500 000 €</b>	<b>11,11 %</b>
		<b>FONDS VERT 2025 ETAT</b>	<b>750 000 €</b>	<b>16,67 %</b>
		<b>C.A.R. REGION</b>	<b>1 000 000 €</b>	<b>22,22 %</b>
		<b>Autofinancement de la Commune</b>	<b>2 000 000 €</b>	<b>44,44 %</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>4 500 000 €</b>	<b>TOTAUX</b>	<b>4 500 000 €</b>	<b>100 %</b>

**La commune a obtenu :**

- **DETR 2025** → Notification à 0 €
- **DSIL 2025** → notification de 291 995 €
- **FONDS VERT 2025** → notification de 500 000 €
- **REGION/CAR 2025** → notification par délibération n°2025-290 de 800 000 €.

**Dans cette situation, bien que les règles d'attribution des subventions précisent que les travaux ne doivent pas débiter avant leur notification, la municipalité renouvelle ses demandes pour les trois subventions d'État. Cette démarche vise à garantir l'équilibre du plan de financement nécessaire à la réalisation de ce projet majeur de réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts.**

Lors de la réunion de travail du 09 octobre 2024, Madame la Préfète avait indiqué à Madame la Maire que la commune pourrait bénéficier d'un accompagnement de l'État sous la forme d'un phasage triennal de l'une des aides de l'État. Cet engagement demeure essentiel pour assurer la continuité et la finalisation du programme de travaux.

Afin de ne pas compromettre la bonne réalisation de ce projet, soutenu par la municipalité et les habitants, la commune sollicite à nouveau l'État pour trois demandes de subventions, et notamment **le FONDS VERT** pour l'année 2026, dans l'objectif de respecter le plan de financement initial et le calendrier de phasage convenu :

	DOTATIONS 2025 (Notifications reçues)	TRAVAUX EN 2026	Décaissements prévisionnels
DETR	0 €	➤ Extension/Réhabilitation de l'aile ouest	3 070 000 €
DSIL	291 995 €		
FONDS VERT	500 000 €	➤ Et ses aménagements de performance énergétique	
	DOTATIONS 2026 Sollicitées	TRAVAUX EN 2027	Décaissements prévisionnels
DETR	250 000 €	➤ Extension/Réhabilitation du réfectoire	1 296 000 €
DSIL	208 000 €		
FONDS VERT	250 000 €	➤ Et ses aménagements de performance énergétique	
	Pas de demande DOTATIONS 2027	TRAVAUX EN 2028	Décaissements prévisionnels
DETR	0 €	➤ Démolition et désamiantage d'une partie du bâtiment existant et aménagement extérieur	1 038 000 €
DSIL	0 €		
FONDS VERT	0 €		

Parallèlement, parmi les offres d'emprunt, la municipalité a retenu la proposition de la **BANQUE DES TERRITOIRES**, telle que précisée dans la délibération n°3 du présent conseil municipal.

**Sans le soutien de l'ETAT, ce projet ne pourra être porté par la commune de Boutigny-sur-Essonne.**

Aujourd'hui, le marché de travaux est sur le point d'être attribué et la commune doit engager les travaux indispensables à la réhabilitation de l'école élémentaire des Singes Verts dès le mois de février 2026.

**Dans ce contexte et dans le cadre du plan de financement proposé et adopté par délibération 16/Décembre 2024, il est demandé au conseil municipal de solliciter le FONDS VERT 2026 pour un montant de 250 000 €.**

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n°16/Décembre 2024 sollicitant le **FONDS VERT 2025** à hauteur de 750 000 € ;

**Considérant** que le projet est éligible au dispositif du **FONDS VERT 2026** dans le cadre de la rénovation énergétique,

**Considérant** le coût prévisionnel de cette opération estimée à : **4 500 000 € HT soit 5 400 000 € TTC**,

**Considérant**, la notification du montant du **FONDS VERT 2025** à hauteur de **500 000 €**,

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : APPROUVE** le plan de financement de l'opération.

**ARTICLE 2 : DÉCIDE** d'inscrire cette recette au budget.

**ARTICLE 3 : AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**

## **15 - Délibération autorisant Madame le Maire à signer les conventions de mise à disposition de locaux aux associations botignacoises à titre gratuit et temporaire**

**Monsieur Christophe KERGRAIS expose au conseil municipal :**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2121-29, L.2122-17, L.2122-21, L.2122-18 et L.2144-3,

**Vu** le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2125-1 qui dispose que « *toute occupation du domaine public [...] donne lieu au paiement d'une redevance [...]* », et que « *par dérogation [...], l'autorisation d'occupation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction de l'intérêt général* » ;

**Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, introduisant un article 10-1 dans la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens – y compris les associations – dans leurs relations avec les administrations qui impose la signature d'un Contrat d'Engagement Républicain (CER) pour toute subvention, qu'elle soit financière ou en nature ;

**Considérant** que la commune de BOUTIGNY-SUR-ESSONNE dispose de locaux qu'elle met régulièrement à la disposition des associations botignacoises,

**Considérant** que toute occupation du domaine public est strictement encadrée par les textes et doit ainsi donner lieu à une redevance, le principe de gratuité restant dérogatoire,

**Considérant** qu'une autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement par l'assemblée délibérante aux associations botignacoises à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général,

**Considérant** que l'implication des associations botignacoises au travers de leurs activités dans la vie locale concourent à la satisfaction de l'intérêt général pour les botignacois,

**Considérant** que les conditions de l'octroi de la gratuité doivent être validées par le conseil municipal et les incidences de ces mises à disposition portées à la connaissance du conseil municipal,

**Considérant** que la mise à disposition gratuite étant assimilable à une subvention, elle doit être valorisée au moyen d'une convention de mise à disposition,

**Considérant** l'intérêt de mettre à disposition des associations botignacoises, des locaux à titre gracieux et temporaire, dans le cadre de leurs activités sur le territoire communal,

**Considérant** la nécessité de signer des conventions de mise à disposition de locaux à titre temporaire et gratuit avec les associations botignacoises à but non lucratif, prévoyant les modalités de ces mises à disposition, et afin qu'elles puissent exercer leurs activités dans le cadre de l'intérêt général,

**Considérant** la nécessité pour lesdites associations de signer le Contrat d'Engagement Républicain, annexé à la présente délibération, à l'occasion de la signature de chaque convention de mise à disposition,

**Considérant** que la compétence pour conclure les conventions de mise à disposition de biens à titre temporaire et gratuit ne peut être exercée que par l'organe délibérant, chargé de régler par ses délibérations les affaires de la collectivité territoriale,

**Considérant** qu'il convient d'habiliter le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions,

**Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Madame le Maire à signer les conventions de mise à disposition de locaux aux associations botignacoises à titre gratuit et temporaire.**

**Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,**

**ARTICLE 1 : AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant, à signer les conventions de mise à disposition à titre gratuit et temporaire de locaux aux associations botignacoises à but non lucratif, dans le cadre de leur fonctionnement et de leur activité sur le territoire communal concourant à la satisfaction de l'intérêt général.

**Période : Du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 31 août 2026 :**

<b>Équipement</b>	<b>Association</b>	<b>Volume horaire annuel</b>
<b>Salle Saint-Roch</b>	Les Petits Bouts 2 Bout'	40 H
	Les Fous de Boutigny	120 H
	Foyer Rural Renouveau	860 H
	La Trooooooupe	140 H
	Le Geai	20 H
	Nénuph'art	80 H
	BHP	30 H
<b>Salle de la buissonnière</b>	Caravane du Partage	60,5 H
	Restos du Cœur	58,5 H
<b>Local – Place G. de Gaulle</b>	Boutikafé	300 H

**ARTICLE 2 : DIT** que toute convention de mise à disposition à titre gratuit et temporaire de locaux aux associations botignacoises à but non lucratif, est accompagnée du Contrat d'Engagement Républicain (CER) daté et signé par ladite association.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**

**16 - Délibération portant sur la participation de la commune dans le cadre du financement d'un séjour du 8 au 10 juin 2026 de la classe de CM2 de l'école élémentaire les Singes Verts**

**Madame Isabelle Roques expose au Conseil Municipal :**

Cette année, l'école élémentaire des Singes verts propose un séjour de trois jours, du 8 au 10 juin 2026 pour un montant total de **8 779,52 € selon le contrat et le relevé de situation annexés (ANNEXE 1 et ANNEXE 2).**

Comme en 2020 et 2021, et conformément à l'engagement de l'équipe municipale de participer aux projets de classes transplantées, une participation à hauteur de 50 % du montant total du projet est proposée, comme suit :

SEJOUR EN NORMANDIE DU 8 AU 10 JUIN 2026		
Participations familiales	156,77 € x 28 enfants	4 389,76 €
Participation de la Commune	50 % du montant total	4 389,76 €
<b>Montant total du séjour</b>		<b>8 779,52 €</b>

28 élèves de la classe de CM2 sont concernés accompagnés de leur enseignante et deux accompagnateurs.

**Les objectifs de ce projet sont notamment de :**

- Découvrir les grandes étapes de la Seconde Guerre Mondiale à travers les plages du Débarquement, le musée de la Bataille de Normandie, le mémorial de Caen...
- S'initier au char à voile, en intégrant les notions de pilotage, d'autonomie, de météorologie et la compréhension du milieu.

**Il est demandé au Conseil d'approuver la participation de la Commune à hauteur de 50 % et d'autoriser Madame le Maire à signer le contrat ;**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** les circulaires n°99-136 du 21 septembre 1999 et n°2005-001 du 5 janvier 2005 du ministère de l'Éducation Nationale relatives aux voyages collectifs d'élèves, aux classes de découverte, d'environnement ou culturelles ;

**Considérant** que les circulaires susvisées soulignent l'intérêt pédagogique et rappellent qu'aucun enfant ne doit être écarté de ces séjours pour des raisons financières ;

**Considérant** que les circulaires susvisées précisent et que la participation des collectivités territoriales pourra être recherchée, en complément de la contribution des familles et autres partenaires de l'école, pour en minorer le coût.

**Considérant** le projet de classe de découverte pour un séjour en Normandie du 8 au 10 juin 2026 de l'école élémentaire des Singes Verts,

**Considérant** la volonté de la commune de participer au financement de projets pédagogiques et éducatifs organisés par les enseignants de l'école élémentaire des Singes Verts pour les enfants de la commune ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : APPROUVE** la participation de la Commune à hauteur de 50 % du montant total estimé à **8 779,52 €** pour le séjour en Normandie du 8 au 10 juin 2026 de la classe de CM2 de l'école élémentaire des Singes Verts.

**ARTICLE 2 : APPROUVE** le contrat et autorise Madame le Maire à le signer ainsi que tous les documents s'y rapportant.

**ARTICLE 3 : DÉCIDE** d'imputer les dépenses correspondantes au **budget 2026**- comptes 6042 et 6188.

**Fait et délibéré en séance les jour, mois et an ci-dessus et ont signé tous les membres présents.**

**Adoptée à l'unanimité**



L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 42.

Fait à Boutigny-sur-Essonne,  
Le 11 décembre 2025

Le Secrétaire de séance  
**Christophe KERGRAIS**



Le Maire,  
**Patricia BERGDOL**



